

**COMITÉ CONSULTATIF  
DE LA LÉGISLATION  
ET DE LA RÉGLEMENTATION  
FINANCIÈRES**

**SECRETARIAT GÉNÉRAL**

**ORDRE DU JOUR**

**SÉANCE 216  
16 mai 2017**

**1. Points d'ordre général**

- Approbation des procès-verbaux des séances des 9 mars et 21 mars 2017 et des consultations écrites des 7-18 avril 2017 et 26-28 avril 2017
- Calendrier prévisionnel

**2. Textes présentés pour avis**

**2.1. Projets de règlement ou de directive communautaires et projets de loi**

Néant

**2.2. Autres projets de texte**

2.2.1) Projet de d'ordonnance portant transposition de la directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes

*Le projet d'ordonnance vise à transposer les dispositions législatives de la directive dite « RSE » et procède à des aménagements des dispositions nationales portant sur la publication d'informations extra-financières par certaines catégories de sociétés.*

2.2.2) Projet de décret portant transposition de la directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes

*Le projet de décret vise à transposer les dispositions réglementaires de la directive dite « RSE » et procède à des aménagements des dispositions nationales.*

2.2.3) Projet d'ordonnance portant transposition de la directive (UE) n° 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur

*Ce projet d'ordonnance vise à transposer les dispositions de la directive (UE) n° 2015/2366 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, dite DSP II. Ce texte porte notamment sur l'accès à l'activité de services de paiements, la supervision des prestataires de services de paiement, les modalités techniques applicables aux opérations de paiement, ainsi que les droits et obligations des parties à un service de paiement.*

2.2.4) Projet de décret en Conseil d'État portant transposition de la directive (UE) n° 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur

*Le projet de décret vise à transposer les dispositions réglementaires de la DSP II.*

## **ORDRE DU JOUR COMPLEMENTAIRE**

---

### **Autre projet de texte**

A. Projet d'arrêté définissant la composition minimale de la liste de pièces mentionnée à l'article R. 200-8 du code de la construction et de l'habitation

*La loi ALUR a créé deux nouvelles formes juridiques de sociétés d'habitat participatif. Ce projet d'arrêté, pris en application du décret n° 2016-1433 du 24 octobre relatif à la garantie mentionnée à l'article L. 200-9 du code de la construction et de l'habitation, précise les pièces que les sociétés d'habitat participatif doivent fournir au garant pour solliciter la garantie financière d'achèvement.*